

9 | Notaire et pacte Dutreil

Publics

Tout public

Niveau



Prix

105 € HT soit 126 € TTC

Prérequis

Il n'y a pas de prérequis pour suivre cette formation.

Méthode pédagogique :

Cours magistral et interactif (questions/réponses).
Exposés théoriques illustrés par des ateliers, étude de cas pratiques et mises en situation selon la répartition suivante : 70% théorie / 30% pratique. Accompagné le plus souvent d'un support numérique.

Objectifs :

- À l'issue de la formation, le participant sera capable de :
- D'optimiser les transmissions d'entreprise à titre gratuit
 - De comprendre les différentes conditions d'application de la loi afin de sécuriser les transmissions
 - De détecter les pièges
 - Quiz au cours de la formation et en fin de formation

Méthodes d'évaluation :

Une évaluation de l'acquisition des compétences est réalisée au cours de la formation au travers d'un QCM.

Moyens techniques :

Cours dispensé en présentiel avec vidéoprojecteur.

Modalités et délais d'accès :

- Inscription sur : <https://formation.adnov.fr/>
- Les inscriptions sont possibles jusqu'au 24 juin.
- À l'issue de votre inscription, vous recevrez la confirmation d'inscription accompagnée de la convention de formation.
- La convocation à la formation vous sera adressée environ 15 jours avant le début de la formation.
- Les supports de cours vous seront adressés au plus tard le jour de la formation.
- À l'issue de la formation et sous réserve de la réception de la feuille d'émargement signée, un certificat de réalisation (attestation de présence) vous sera envoyé.

Formateur :

Pascal BARDOUX,
Fiscaliste au CRIDON-LYON

PROGRAMME

3h30

TRANSMISSION DES PARTS OU ACTIONS DE SOCIÉTÉ AYANT UNE ACTIVITÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE, ARTISANALE, AGRICOLE OU LIBÉRALE (CGI ART. 787 B)

Champ d'application

- champ d'application
- mutations et biens concernés
- conditions d'application de l'exonération partielle
- portée de l'exonération

Remise en cause du régime

- remise en cause du régime
- cession de titres
- absence d'exercice d'une fonction de direction au sein de la société dont les titres font l'objet d'un engagement de conservation

- apport des titres soumis à engagement
- cas des sociétés interposées
- modifications de la structure de la société
- autres exceptions à la remise en cause du régime de faveur

Obligations déclaratives

- obligations déclaratives
- obligations déclaratives au jour de la transmission à titre gratuit
- obligations déclaratives postérieures au jour de la transmission à titre gratuit